

## Mondialisation, production agricole et marginalité paysanne en Amérique latine

Jacques Chonchol

Directeur Doctorat  
Etudes latino-américaines  
Université Arcis  
Chili

Au cours des deux dernières décennies, les sociétés et économies rurales de l'Amérique latine ont été profondément affectées par un facteur essentiel : le changement du modèle de développement.

D'un développement reposant sur la production interne et la substitution des produits importés s'appuyant sur l'industrialisation du pays, on est passé à un autre type de développement fondé sur l'ouverture vers l'extérieur, la promotion des exportations et la libéralisation de l'économie.

La crise de la dette des années 1980 et la mise en œuvre, par la plupart des pays de la région, de politiques d'ajustement structurel inspirées par une vision néolibérale de l'économie (le consensus de Washington), favorisèrent les exportations agricoles pour équilibrer les échanges avec l'extérieur.

Mais l'ouverture de l'économie a, dans le même temps, favorisé les importations de produits alimentaires en provenance de pays plus compétitifs, souvent en raison de subventions à l'exportation consenties par ces pays. Le résultat de ces politiques est que les exportations agricoles de produits primaires des pays d'Amérique latine ont augmenté plus rapidement que la production destinée aux marchés domestiques.

Cette mondialisation des échanges de la région a augmenté les revenus à l'exportation des pays latino-américains présentant des avantages comparatifs face à leurs concurrents et disposant de secteurs d'exportation bien intégrés aux marchés internationaux.

Ce fut le cas du Mexique avec certaines productions végétales et horticoles, celui du Chili avec les fruits de climat tempéré, le vin et les produits forestiers, de l'Argentine avec la viande bovine, les fruits et le soja, du Brésil avec le soja et le jus d'orange, de l'Amérique centrale, de la

Colombie et de l'Équateur avec les fleurs et autres produits non traditionnels.

En même temps, on a vu augmenter les productions agricoles destinées à l'agro-industrie et à l'élaboration de produits alimentaires destinés aux marchés internes et externes ; mais, on a vu aussi diminuer la production des aliments plus traditionnels destinés aux marchés intérieurs (céréales, tubercules, produits animaux locaux), qui n'ont pas pu faire face à la concurrence des importations.

Ces changements dans les systèmes de production ont eu des impacts importants sur la structure sociale de l'agriculture latino-américaine.

Les agriculteurs capitalistes disposant d'exploitations modernes ont pleinement profité des nouvelles opportunités : ils disposaient de ressources financières, de terres de bonne qualité, de la technologie et de l'organisation commerciale nécessaires pour le développement de ces productions. Ces caractéristiques leur ont donné un accès préférentiel aux nouveaux marchés.

En revanche, les petits agriculteurs, dans la plupart des cas, disposaient de ressources de moindre qualité, avaient plus difficilement accès aux crédits et aux assurances, manquaient de terres appropriées et ne bénéficiaient pas des technologies adaptées aux nouvelles productions. De plus, leur niveau d'information sur ces nouveaux marchés était moindre et les coûts de leurs transactions plus élevés.

Pour l'immense secteur des « paysans sans terre » ou des exploitants de *minifundios*, qui, en Amérique latine, représentent la grande majorité des ruraux, la diminution, puis l'absence, de politiques publiques destinées à les aider, conséquence du désengagement des États, a aggravé l'écart entre l'agriculture paysanne et l'agriculture des entrepreneurs capitalistes.

L'absence de politiques de crédits adaptées aux conditions de production de petits agriculteurs, l'existence de systèmes d'appuis techniques et de transferts technologiques incompatibles avec les capacités d'absorption des tout petits agriculteurs, l'existence de systèmes sociaux organisationnels limitant les possibilités associatives des paysans et, finalement, l'absence quasi totale de systèmes technologiques capables d'améliorer les processus de production des paysans et des micro-régions rurales qui les abritent, ont contribué à accroître les distances.

Les politiques de libéralisation, qui ont été appliquées dans les pays latino-américains depuis une vingtaine d'années, supposaient que la diminution du rôle de l'État serait compensée par le dynamisme du secteur privé et que la puissance financière de ce dernier remplacerait les investissements publics dans les secteurs essentiels pour le développement rural : infrastructures, services financiers, divulgations agricoles, recherche, développement des services.

En pratique, ces investissements privés ont été très limités et ont surtout bénéficié à l'agriculture capitaliste et non à l'agriculture paysanne.

Seuls quelques petits producteurs familiaux, disposant d'une plus grande marge de ressources et de possibilités d'accès à l'agro-industrie, ont pu profiter des nouvelles possibilités offertes à l'exportation ou aux marchés internes destinés aux consommateurs possédant des revenus plus élevés. L'intégration de quelques secteurs minoritaires de l'agriculture familiale paysanne aux filières agro-industrielles a augmenté les inégalités entre producteurs familiaux. Tandis que quelques-uns ont pu améliorer leur situation et ont pu investir, d'autres sont restés dans la catégorie des semi-prolétaires

avec un revenu voisin de celui des salariés, d'autres, enfin, se sont appauvris.

En résumé, dans le monde rural latino-américain, la mondialisation néo-libérale s'est traduite par :

- le développement des exportations de l'agriculture non traditionnelle qui est apparu dans le secteur le plus dynamique de la production agricole ;

- le déclin des cultures de subsistance produites essentiellement par l'agriculture familiale paysanne ;

- l'accroissement de la consommation interne de produits élaborés par l'agro-industrie (huiles végétales, pâtes, riz, poulets, viande porcine, produits laitiers, fruits et végétaux) élaborés à partir de matières premières souvent importées ;

- la prédominance de producteurs capitalistes appartenant à une agriculture d'entreprise composée de grandes et moyennes exploitations ;

- des changements significatifs dans la composition de la force de travail rural. Les anciens travailleurs permanents des *haciendas*, rémunérés pour une part en argent et, pour le reste, sous forme d'avantages en nature, ont été remplacés par des salariés agricoles plutôt saisonniers que permanents. Par ailleurs, une part croissante de cette main-d'œuvre est féminine ; une proportion croissante est urbaine et, souvent engagée par le biais d'intermédiaires, elle ne dispose pas de contrat de travail direct avec l'entreprise pour laquelle elle est sensée intervenir ;

- l'urbanisation croissante dans la plupart des pays de la région au cours de ces dernières décennies, associée à l'orientation exportatrice de l'actuel modèle de développement, a accru de façon significative la demande alimentaire des centres urbains. Cette situation impose en priorité une grande disponibilité en aliments de base et au moment opportun, qui oblige

les producteurs locaux à être compétitifs face à la production internationale pour certains produits de base comme les céréales ;

- malgré toutes les difficultés auxquelles elle doit faire face, l'économie paysanne se maintient mais joue un rôle résiduel à l'intérieur du modèle actuel de développement. En effet, l'exploitation du travail agricole dans les pays de la région (emplois saisonniers, bas salaires, longues journées de travail, manque de sécurité sociale, utilisation de femmes et d'enfants aux salaires réduits) a besoin d'un processus structurel qui permette la reproduction de cette force de travail, son absorption en période de manque d'emplois et la génération d'une main-d'œuvre nouvelle. Ce rôle résiduel est celui de l'actuelle économie paysanne.

De nombreuses recherches ont mis l'accent sur la diminution de la place des activités agricoles dans les revenus des familles dans les régions rurales ; ces activités ne constituent plus le revenu essentiel chez de nombreux paysans. Selon ces travaux, les revenus essentiels proviennent de l'extérieur de l'agriculture et les activités économiques hors de l'exploitation agricole sont celles qui permettent d'assurer aux ménages ruraux un niveau de vie minimum.

Contrairement à ce qu'on en attendait, tous ces changements ont aggravé le niveau de pauvreté rurale traditionnelle en Amérique latine au lieu de le diminuer. Selon des études de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), en 1997, sur 111 millions de ruraux latino-américains, 70 % d'entre eux vivaient en dessous du seuil de pauvreté, soit 78 millions d'individus dont 47 millions se trouvaient en dessous du seuil d'extrême pauvreté ■